

P028-20211210-Activité des ERP-interdiction-restriction-réglementation d'activité-Chartres3

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant suspension de l'accueil des usagers du Collège Sainte-Marie de Chartres
ainsi que des services d'accueil et d'activités périscolaires qui y sont associés
du lundi 13 décembre 2021 au vendredi 17 décembre 2021 inclus**

*Le Préfet d'Eure et Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,*

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2021-680 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 6 janvier 2021, portant nomination de Madame Françoise SOULIMAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir,

Vu le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

Considérant la situation épidémiologique dans le département de l'Eure-et-Loir, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant l'apparition de cas confirmés de Covid-19 au sein du Collège Sainte Marie de Chartres (28000), révélant l'existence probable d'une chaîne de transmission du virus au sein de l'établissement ;

Considérant la nécessité de suspendre à titre temporaire l'accueil des usagers du Collège Sainte Marie de Chartres afin de limiter la propagation de l'épidémie ;

Vu l'avis du Délégué départemental de l'agence régionale de santé pour l'Eure-et-Loir et de la Directrice académique des services de l'éducation nationale ;

ARRÊTE :

Article 1 : L'accueil des usagers du collège Sainte Marie de Chartres (28000) et dans les services d'hébergement, d'accueil et d'activités périscolaires qui y sont associés est suspendu **du lundi 13 décembre 2021 au vendredi 17 décembre 2021 inclus**.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3 : Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet, le Secrétaire Général, Sous-préfet de l'arrondissement de Chartres, la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale, le maire de Chartres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Chartres, le 10 décembre 2021

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : Madame le Préfet – Place de la République – CS 80537 – 28019 Chartres cedex
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.